



Conseil économique et social

Distr. générale
19 mai 2011
Français
Original : anglais

Session de fond de 2011

Genève, 4-29 juillet 2011

Point 2 b) de l'ordre du jour provisoire*

Débat de haut niveau : examen ministériel annuel

Déclaration présentée par la « Women's Board Educational Cooperation Society », organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration qui suit, qui est distribuée conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* E/2011/100.



Déclaration*

Même si la société civile n'a pas forcément porté attention à certains objectifs et engagements approuvés au niveau international, les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), approuvés en 2000, sont connus d'un très grand nombre d'habitants de notre planète.

Sur huit OMD au total, deux Objectifs concernent l'éducation : le premier est l'Objectif 2 (« Assurer l'éducation primaire pour tous »), qui consiste à garantir dans les faits, d'ici à 2015, un enseignement primaire intégral pour les enfants de tous les pays (garçons et filles). Le second de ces objectifs est l'Objectif 4 (« Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes »), qui consiste à éliminer toute inégalité entre les deux sexes dans l'enseignement primaire et secondaire – si possible en 2005 au plus tard à ces deux niveaux d'éducation –, et au plus tard d'ici à 2015 à tous les autres niveaux.

Si des avancées notables ont été constatées dans le sens de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement – en particulier en Asie, où le taux de scolarisation dans le primaire est de 93 % –, l'Afrique subsaharienne est toujours en retard dans ce domaine (avec un taux de scolarisation primaire de 73,6 % seulement). L'écart est particulièrement frappant en ce qui concerne les jeunes femmes de 25 ans et plus ayant suivi un cursus secondaire. En Afrique subsaharienne, on ne compte que 23,9 % de jeunes femmes qui ont suivi un enseignement secondaire, alors que le taux des jeunes gens de sexe masculin se situant dans ces mêmes tranches d'âge est de 38,1 % (cf. le « Rapport sur le développement humain » de 2010). Par ailleurs, l'aide extérieure ne garantit pas à elle seule une éducation de qualité. En termes de réalisation des OMD sur le continent africain, le principal problème est, semble-t-il, celui de l'engagement des dirigeants dans le sens du règlement des problèmes en question.

Avant tout, nous proposons que les gouvernements soient contraints de s'approprier la mise en œuvre des processus liés aux Objectifs du Millénaire pour le développement. Concernant l'enseignement primaire, la gratuité ne suffit pas; il faut plutôt se poser la question de la qualité de l'enseignement existant, ou encore la question suivante : « Quelle action est menée en matière de formation et de rémunération adéquates des enseignants » ? La communauté internationale doit demander aux pays qui n'obtiennent pas de résultats dans ces domaines d'assumer leurs responsabilités.

Recommandations

1. Il devrait être impératif, pour les États, de mener des campagnes nationales de sensibilisation à ces problèmes, en demandant instamment aux parents de scolariser leurs enfants (avec un accent tout particulier sur la scolarisation des filles).
2. Les États devraient prévoir des lois sanctionnant les mineurs qui, pendant les horaires scolaires (soit de 7 heures du matin à 16 heures), se livrent à de petits commerces de rue, et veiller à l'application de ces lois.

* La présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.

3. La participation du secteur privé devrait être encouragée par des dérogations sociales et fiscales. Ainsi, les entreprises devraient être invitées à s'investir dans l'éducation scolaire, et à offrir aux enfants en âge de scolarité des bourses, qui seraient considérées comme des incitations, voire des récompenses pour ces jeunes enfants.
4. Les établissements d'enseignement secondaire devraient être encouragés à jouer les « grands frères » vis-à-vis des écoles primaires. Les élèves du secondaire devraient pouvoir gagner des points en se portant volontaires pour guider et superviser leurs camarades du primaire.

Dans ce domaine de l'éducation, c'est aux États qu'il incombe de donner l'élan dans le sens de la réalisation des objectifs en question. Des dirigeants véritablement engagés peuvent canaliser et orienter les efforts de chacun, mais aussi d'entités privées et d'organisations non gouvernementales, afin de garantir une éducation à tous les enfants du monde.
